L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 73 RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN 15 NOVEMBRE.

LA CONDAMNATION D'UN PATRIOTE CANADIEN.

Nous empruntons ce qui suit à l'*Etoile du Nord*, journal publié à St-Paul :

Manitoba, le 20 octobre, 1874.

Monsieur le rédacteur :

Le fanatisme de messieurs les Ontariens est enfin couronné de succès. Le brave et courageux Lépine a subi son procès, qui a duré neuf de deux semaines. Durant ce procès, défendu avec honneur et talent, par les honorables MM. Royal et Chapleau, M. Lépine a savoir bien des fois que le fanatisme prévaudrait sur le bon sens et l'équité ; mais il conservait l'espoir que justice lui serait faite par le jury mixte qui devait le juger. Parmi ces jurés, il y avait six Métis français, qui avaient été témoins des troubles de 1869 et 1870. Au grand étonnement des Canadiens français de la Province, et des honnêtes gens du pays entier, ces mêmes hommes ont rendu un verdict de culpabilité contre un frère d'un patriotisme éprouvé. Une sentence de mort a été prononcée, comme on aurait pu faire contre le dernier des criminels. La sentence portée que Lépine sera pendu le 20 janvier 1875.

Où allons-nous avec un tel régime ? Cependant, nous ne devons pas nous laisser abattre et céder nos droits. Soyons unis. C'est contre le fanatisme que nous luttons. Relisons les belles pages de notre histoire ; et, si nous persévérons, comme ont fait nos ancêtres, nous sortirons de cette lutte avec gloire.

Ambroise D. Lépine qui vient d'être condamné à Manitoba à la peine capitale et dont l'exécution est fixée au 20 janvier prochain est, dit-on, un très bel homme, de haute taille et d'une force peu commune. Il est brave, loyal et plein d'énergie, doux et tranquille généralement, mais redoutable quand il est sous l'empire de quelque violente excitation. Il était populaire parmi les Métis et fut, après Riel, celui qui joua le principal rôle dans les malheureux événements qui viennent d'avoir un dénouement si fatal pour lui.

Il était adjudant-général sous le gouvernement provisoire, et présida le conseil de guerre qui ordonna l'exécution de Scott. Il était la tête des Métis, lorsqu'ils firent Schultz et ses partisans prisonniers ; et lorsque, à l'Assemblée du 15 janvier 1870, où M. D. A. Smith fut extendu, ils forcèrent les 1400 Anglais de garder la paix.

Il participa avec Riel, Bunn et O'Donoghue à la rédaction des conditions auxquelles les Métis consentirent à déposer les armes. Il se fia comme les autres personnes aux promesses que Mgr. Taché fit aux Métis au nom du gouvernement Mc Donald-Cartier.

Quand les troupes arrivèrent, il entra dans une grande colère, et commença à dire qu'ils avaient bien fait de se rendre avant d'avoir obtenu la promesse.

Il n'y a pas de doute aujourd'hui que si c'était à recommencer, Riel et Lépine ne se fieraient plus aux promesses.

Le motif qui les faisait agir, était noble pourtant ; ils voulaient prouver que leur seul but en s'opposant au gouvernement canadien, avait été d'obtenir pour leurs compatriotes les libertés politiques auxquelles ils avaient droit comme sujets anglais. Leur désintéressement a été bien mal récompensé par le fanicien gouvernement, et le verdict qui vient d'être rendu contre Lépine démontre que leur dévouement n'a pas été compris par leurs compatriotes.

Lépine est marié et père de huit enfants.

Le projet français de percement de l'isthme de Darien.

Le *South Pacific Times*, journal du Callao (Pérou), consacre un article à la question du percement de l'isthme américain par un canal entre les deux Océans. Le *Times* rappelle que la nécessité d'une communication maritime entre l'Atlantique et le Pacifique, devenue de plus en plus évidente, est toujours l'objet des recherches et des études de la science. Mais les différentes expéditions envoyées dans l'isthme de Darien par le gouvernement américain, et celles, tant anglaises que françaises, qui les avaient précédées, ne sont pas encore parvenues à découvrir le point de l'isthme le plus propre à la construction d'un canal interocéanique.

La route du canal à écluses du commodore Selfridge, tendant à réunir les eaux de la baie de Cupica à celles du fleuve Atrato, vient d'être condamné à l'unanimité par les membres de la commission scientifique péruvienne, chargée d'explorer ce tracé. Les regards se sont tournés de nouveau vers le Nicaragua, comme vers l'un des points qui offrent le plus de chances de succès. Le Nicaragua possède sur l'Atlantique le port de San Juan del Norte, qui autrefois était excellent, mais qui aujourd'hui est presque entièrement comblé et envasé. Il faudrait une dépense considérable pour le remettre en l'état où il se trouvait lorsqu'il fut visité par les caravelles espagnoles, ou même lorsque le jeune Nelson y débarqua, vers la fin du siècle dernier.

C'est dans ce port que se jette la rivière San Juan, le seul débouché des eaux du grand lac de Nicaragua. Ce lac est navigable. Entre lui et la rive occidentale et le Pacifique, la distance en ligne droite n'est que de cinq lieues. Il y a dans ce lac une quantité d'eau qui peut suffire à l'alimentation d'un canal. Mais l'obstacle réel qui s'est opposé à ce que les capitalistes s'occupassent sérieusement de ce tracé, c'est la grande élévation des eaux du lac au dessus du niveau de la mer. Le canal devrait donc être pourvu d'un système d'écluses, ce qui nuirait sérieusement à son efficacité comme voie maritime.

Toutefois, malgré tous ces obstacles à l'ouverture d'un canal, la ligne du Nicaragua serait encore celle qui pourrait être choisie, si le tracé découvert par un ingénieur français, M. Lucien de Puydt, n'existait pas. On sait que M. de Puydt, après avoir exploré le Darien, province de l'Etat de Panama, rendit public un rapport accompagné de cartes. Le tracé qu'il indique unit, sans les deux versants, des vallées où coulent deux rivières qui rendent possible la construction d'un canal sans tunnels ni écluses.

Le gouvernement français a considéré ce projet comme très sérieux. Il est décidé en principe que deux navires de l'Etat seront envoyés, l'un sur la côte de l'Atlantique, l'autre sur la côte du Pacifique, avec des officiers et des ingénieurs chargés de vérifier le tracé projeté.

Le *South Pacific Times* espère que, de son côté, le Congrès du Pérou va s'occuper sérieusement de cette question et qu'il hâtera pas à voter les fonds nécessaires pour que des ingénieurs péruviens prennent part à l'exploration.

—M. Liais a quitté hier soir Paris pour se rendre à Rio-Janeiro, où il va achever l'organisation de l'observatoire, pour lequel il emporte un matériel considérable, construit sur des plans nouveaux. L'observatoire de Rio-Janeiro va se trouver l'un des plus complets, tant par le nombre que par la dimension des instruments.

Pour n'en donner qu'un exemple, le *Moniteur* dit que M. Liais va y installer un appareil de 14 mètres de longueur, destiné à amener dans une chambre obscure les rayons lumineux d'un point quelconque du ciel, de manière à pouvoir faire les observations physiques les plus délicates sur la constitution des astres.

—Le grand événement théâtral de Paris est l'apparition prochaine de la grande pièce de M. Jules Verne, *le Tour du monde en 80 jours*.

Cette pièce, est-il besoin de le dire ? est tirée du livre de M. Jules Verne, qui fait partie de toutes les bibliothèques, et dont les éditions succèdent aux éditions. Comme l'ouvrage qui l'a inspirée, elle intéressera en intrigues.

Le public voyagera dans les pays les plus variés, sous les latitudes les plus différentes. Il verra tour à tour l'Angleterre, ses fabriques et ses docks, ses ports et ses navires, l'Inde, ses forêts, ses tigres et ses pagodes ; la Chine, ses jonques, ses tours de porcelaine ; l'Amérique, ses grands fleuves, ses railroads et ses élections, et ses Indiens et ses revolvers.

Voici l'énumération de quinze tableaux de cette pièce qui, elle aussi, fera le tour du monde :

1er tableau : Un pari d'un million ; 2e tableau : Suez ; 3e tableau : Un Bungalow indien ; 4e tableau : Calcutta ; 5e tableau : La nécropole royale ; 6e tableau : La grotte des serpents ; 7e tableau ; Une fête en Malaisie ; 8e tableau : Un steamer sur le Yang-Tsé-Kiang ; 9e tableau : Un train en chemin de fer du Pacifique, 10e tableau : L'escalier des géants ; 11e tableau : Le carré du steamer *l'Henrietta* ; 12e tableau : L'*Henrietta* en mer ; 13e tableau : L'Opéra ; 14e tableau : A Liverpool ; 15e tableau : Le palais du club des excentriques.

Parmi les tableaux qui doivent produire le plus d'effet, tant par les lieux de l'action que par la pièce elle-même, on parle surtout de la "Grotte des serpents, d'un gentleman et d'un steamer et de l'Atlantique d'un train par les Indiens Pawnies.

On installe une chaudière à vapeur dans les dessous du théâtre.

Le *Tour du Monde en 80 jours* est une pièce à grand spectacle, contenant quelques situations très dramatiques, qui contrasteront très heureusement avec son allure humoristique.

—Une rareté zoologique, le faisan doré, Adyanthemi, demi-sang, acheté 1,230 fr. à la dernière vente du Jardin zoologique d'Anvers par M. Geoffroy Saint-Hilaire, a été retrouvé avant-hier à moitié dévoré par les rats, sous un des parquets de la grande volière du Jardin d'acclimatation. Une grande battue, dans laquelle ont été engagés dix bull-terriers du Jardin, a immédiatement entrepris cette chasse aux animaux sont si vaillamment comportée, cents rats jonchaient le sol.

On a particulièrement remarqué parmi les exécuteurs de cette Saint Barthélemy un petit chien japonais d'une race importée par le Jardin qui faisait des rats un carnage terrible : à lui seul, il en a mis plus de soixante dix hors de combat.

Il n'est point de jour où l'on n'ait à signaler, au Jardin d'acclimatation, quelque dégât de ces terribles rongeurs, et le Jardin entretient pour cette chasse une véritable meute de limiers par sang.

L'Enregistrement.

Les derniers rapports de la ville et de toutes les paroisses portent le total des électeurs enregistrés dans l'Etat à 187,720, dont 81,426 de couleur et 74,323 blancs, ce qui donne une majorité aux gens de couleur de 7,103.

Voici des statistiques sur les districts sénatoriaux dans lesquels des élections ont lieu :

Premier District—	blancs.....	5527	
	de couleur....	6665	
	Majorité blanche....	3456	
Second District—	blancs.....	6015	
	de couleur....	3607	
	Majorité blanche....	2808	
Troisième District—	blancs.....	6016	
	de couleur.....	4689	
	Majorité blanche....	1384	
Quatrième District—	blancs.....	5302	
	de couleur....	1903	
	Majorité blanche....	3741	
Cinquième District—	blancs.....	1481	
	de couleur....	3278	
	Majorité de couleur..	1897	
Sixième District—	blancs.....	4011	
	de couleur....	8698	
	Majorité de couleur..	4687	
Septième District—	blancs.....	1649	
	de couleur....	5164	
	Majorité de couleur..	3515	
Huitième District—	blancs.....	4988	
	de couleur....	5413	
	Majorité de couleur..	473	
Dixième District—	blancs.....	5706	
	de couleur....	4188	
	Majorité blanche....	1518	
Douzième District—	blancs.....	2070	
	de couleur....	5216	
	Majorité de couleur..	2146	
Treizième District—	blancs.....	1587	
	de couleur....	2887	
	Majorité de couleur..	1300	
Quatorzième District—	blancs.....	3146	
	de couleur....	5336	
	Majorité de couleur..	2179	
Quinzième District—	blancs.....	1695	
	de couleur....	3844	
	Majorité de couleur..	2239	
Seizième District—	blancs.....	1668	
	de couleur....	4333	
	Majorité de couleur..	2985	
Dix-septième District—	blancs.....	3538	
	de couleur....	3972	
	Majorité de couleur..	435	
Dix-huitième District—	blancs.....	3084	
	de couleur....	3046	
	Majorité blanche....	38	

De ce qui précède il résulterait que les blancs ont des majorités dans 8 districts et les gens de couleur dans 10.

Les districts où il n'y a pas eu d'élection pour sénateurs sont le 9e, le 11e, le 16e, le 17e, le 20e, le 21e, le 22 et le 24e.

L'enregistrement dans la paroisse d'Orléans.

Nous donnons ci-dessous les chiffres officiels de l'enregistrement dans la paroisse d'Orléans afin qu'on puisse les comparer avec les résultats du vote.

Wards.	Blancs.	De couleur.	Total.
Premier.....	2175	988	3163
Deuxième.....	3091	1349	4040
Troisième.....	6563	2929	6213
Quatrième.....	1765	1098	2863
Cinquième.....	3301	1629	3930
Sixième.....	1676	1048	2724
Septième.....	2101	2456	4557
Huitième.....	1645	3898	5543
Neuvième.....	1995	694	2689
Dixième.....	3619	964	3583
Onzième.....	2413	1018	3436
Douzième.....	1064	604	1668
Treizième.....	625	582	1207
Quatorzième.....	266	335	601
Quinzième.....	971	1218	2189
Seizième.....	199	492	691
Dix-septième.....	321	347	668
Totaux.....	38,415	18,394	47,809

Les élections du 3 novembre.

Nous donnons ci-dessous la liste des Etats dans lesquels des élections doivent avoir lieu pour le Congrès prochain (44e Congrès) avec l'indication des opinions des membres actuels :

Etats	Dem.	Rép	Total
Alabama.....	3	5	8
Arkansas.....	1	3	4
Delaware.....		1	1
Floride.....	2	2	4
Georgie.....	6	3	9
Illinois.....	5	14	19
Kansas.....		3	3
Kentucky.....	10		10
Louisiane.....	0	6	6
Maryland.....	4	2	6
Massachusetts.....		11	11
Michigan.....		8	8
Minnesota.....		3	3
Mississippi.....	9	4	13
Nevada.....	1		1
New-Jersey.....	1	6	7
New-York.....	10	23	33
Pennsylvanie.....	5	21	27
Rhode Island.....		2	2
South Carolina.....		5	5
Tennessee.....	3	7	10
Texas.....	6		6
Virginie.....	4	5	9
Wisconsin.....	2	6	8
	70	142	212

Les Etats dans lesquels des élections ont déjà eu, lieu sont représentés comme suit :

Etat	Congrès actuel		Prochain Congrès	
	Démo	Rép	Dém	Rép
Indiana.....	3	10	8	5
Iowa.....		9	1	8
Maine.....		5	..	5
Nebraska.....		1		1
Caroline du Nord.....	5	3	7	1
Ohio.....	7	13	13	7
Oregon.....		1	1	
Vermont.....		3		3
Virginie.....	2	1	3	
	17	46	33	30

La Californie, le Connecticut, le Mississipi et le New Hampshire n'ont leurs élections pour le 44ème Congrès qu'en 1876 ; ils auront 17 représentants, ce qui complétera le chiffre de 292 membres pour le même Congrès.

Convention Postale

ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Le soussigné, M. Amédée Barthold, officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France à Washington, etc., etc., au nom de son gouvernement et en vertu des pouvoirs qu'il a trouvés présentés, et John A. Creswell, postmaster-général des Etats-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs que lui donne la loi, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1er. Il y aura entre l'administration des postes de France et l'administration des postes des Etats-Unis, un échange de dépêches closes de lettres, d'échantillons de marchandises, de photographies et d'imprimés de toute nature, par les moyens de communications et de transports désignés, savoir :

1. Par les paquebots-poste Français ;

2. Par les paquebots de la ligne hambourgeoise ;

3. Par la voie d'Angleterre et des paquebots affectés au transport des dépêches entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les frais résultant du transport des dépêches par l'une ou l'autre des voies susmentionnées, seront à la charge de celle des deux administrations, mais il est entendu que ces frais seront acquittés dans les deux sens par chacune des deux administrations qui pourra assurer le transport aux conditions les moins onéreuses, à charge par l'autre administration de lui rembourser sa part dans ladite frais.

Néanmoins l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, pour le transport des dépêches expédiées des Etats-Unis en France au moyen des paquebots-poste français, le même prix de poste de voie que celui que ladite administration des postes des Etats-Unis payerait, d'après la législation américaine, pour le transport maritime des mêmes dépêches au moyen de bâtiments à vapeur du commerce. Il est entendu d'ailleurs que ces prix ne pourront être inférieurs à ceux que l'administration des postes de France aura à payer pour le transport par les paquebots hambourgeois, des dépêches qu'elle expédiera au moyen de ces paquebots à destination des Etats-Unis.

Art. 2.—Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non chargées, soit de la France ou de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et de leurs territoires pour la France et l'Algérie, pourront, à leur choix, laisser le port des dites lettres à la charge des destinataires, ou le payer d'avance jusqu'à destination.

Art. 3.—La taxe à percevoir en France sur les lettres originaires ou à destination des Etats-Unis, sera de cinquante centimes pour le gouvernement français, de la fraction de 15 grammes, sous la réserve ci-après d'augmenter ultérieurement la progression de quinze grammes en quinze grammes.

La taxe à percevoir aux Etats-Unis sur les lettres originaires ou à destination de France, sera de 9 cents par 15 grammes ou fraction de 15 grammes.

Indépendamment des taxes mentionnées ci-dessus, les lettres non affranchies seront passibles d'un droit fixe de 20 centimes, ou 4 cents, suivant le cas. Quant aux lettres insuffisamment affranchies au moyen de timbres-poste, elles seront traitées comme les lettres non affranchies, sauf déduction du prix des timbres-poste ; mais, lorsque la taxe résultant de cette déduction présentera une fraction de demi-décime français, ou de cent manquant, il sera perçu pour la fraction un plein décime ou 1 cent entier, suivant le cas.

Art. 4.—Le public des deux pays pourra envoyer des lettres chargées, d'un pays dans l'autre.

Le port des lettres chargées devra toujours être acquitté d'avance, jusqu'à destination.

Toute lettre chargée expédiée de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, supportera, au départ, en sus de la taxe applicable à une lettre non affranchie, du même poids, un droit fixe de 50 centimes.

Art. 5.—Les échantillons de marchandises ou de graines, les photographies, gravures et lithographies, les journaux, les ouvrages périodiques, les livres non reliés, les brochures, les papiers de musique, les catalogues, les prospectus, les annonces et les avis divers gravés, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et leurs territoires pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les taxes d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

Art. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par ses soins, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est formellement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets désignés aux dits articles, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte, être frappés d'une taxe de ce soit, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 7.—Les administrations postales se livrer réciproquement, à découvert, des lettres ordinaires et des imprimés de toute nature, provenant ou à destination des pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaires, ainsi que des lettres chargées provenant ou à destination de ceux de ces pays par rapport auxquels l'affranchissement de lettres ordinaires peut être opéré jusqu'à destination.

Cette livraison s'opérera d'après les dispositions suivantes :

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, en transit par la France, ou réciproquement, seront divisées en quatre catégories, savoir :

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration française à l'administration américaine d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays ;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, au paiement par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port américain de 20 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres ordinaires, de 10 centimes par 15 grammes pour les cartes, de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir :

1. Si la taxe en est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire ;

2. Si la taxe en est perçue par les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration américaine à l'administration française, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Les frais de transport intermédiaire entre la France et les Etats-Unis, des correspondances auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article, seront à la charge de celle des deux administrations des postes de France ou des Etats-Unis par laquelle ou du côté de laquelle la taxe sera perçue.

Art. 8.—Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront mis sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrication ou de marchand, des numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans articles 5 et 7 devront également être mis sous bandes et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est celle de l'expéditeur, ou la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne réuniront pas les conditions mentionnées et dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer, sur les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

Art. 9.—Les administrations des postes de France et des Etats-Unis s'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui emprunteront leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles qui peuvent détériorer la correspondance, et ceux qui sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres, ou deux pieds américains, en longueur, ou de 30 centimètres, ou un pied américain, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

Art. 10.—Le gouvernement français s'engage à faire transporter, en dépêches closes, soit à travers la France, soit au moyen des services de poste maritime français, les correspondances que l'administration des postes des Etats-Unis voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes françaises ; et réciproquement, le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire transporter en dépêches closes, soit à travers les Etats-Unis, soit au moyen des services de poste maritime américains, les correspondances que l'administration des postes de France voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes des Etats-Unis.

L'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, pour le transport à travers le territoire français, de chaque kilogramme de lettres, ou de cartes postales, ou de chaque kilogramme d'échantillons de marchandises, de photographies, de gravures, de lithographies, de journaux, de livres, de brochures, de papiers de musique, de catalogues, de prospectus, des annonces et des avis divers gravés, imprimés, lithographiés, ou autographiés, qui seront expédiés soit de la France et de l'Algérie pour les Etats-Unis et leurs territoires, soit des Etats-Unis et leurs territoires pour la France et l'Algérie, devront être affranchis, de part et d'autre, jusqu'à destination.

Les taxes d'affranchissement seront fixées par le gouvernement du pays d'origine.

Art. 6.—Chaque administration gardera en entier les sommes qui auront été perçues par ses soins, en vertu des articles 3, 4 et 5 précédents.

Il est formellement convenu entre les parties contractantes que ceux des objets désignés aux dits articles, qui auront été affranchis jusqu'à destination, ne pourront, sous aucun prétexte, être frappés, dans le pays de destination, d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 7.—Les administrations postales se livrer réciproquement, à découvert, des lettres ordinaires et des imprimés de toute nature, provenant ou à destination des pays auxquels elles servent respectivement d'intermédiaires, ainsi que des lettres chargées provenant ou à destination de ceux de ces pays par rapport auxquels l'affranchissement de lettres ordinaires peut être opéré jusqu'à destination.

Cette livraison s'opérera d'après les dispositions suivantes :

Les correspondances échangées entre la France ou l'Algérie et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, en transit par la France, ou réciproquement, seront divisées en quatre catégories, savoir :

1. Lorsque la taxe sera perçue en France ou en Algérie, en paiement par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à celui qui est acquitté par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les mêmes pays ;

2. Lorsque la taxe sera perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, au paiement par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port américain de 20 centimes par 15 grammes ou fraction de 15 grammes pour les lettres ordinaires, de 10 centimes par 15 grammes pour les cartes, de 15 grammes pour les lettres chargées, et de 5 centimes par 40 grammes ou fraction de 40 grammes, pour les imprimés de toute nature.

Quant aux correspondances échangées entre les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, et les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, elles donneront lieu savoir :

1. Si la taxe en est perçue dans les pays auxquels la France sert d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration française à l'administration américaine, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants des Etats-Unis pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire ;

2. Si la taxe en est perçue par les pays auxquels les Etats-Unis servent d'intermédiaire, à la bonification, par l'administration américaine à l'administration française, d'un prix de port égal à la taxe acquittée par les habitants de la France et de l'Algérie, pour les correspondances qu'ils échangent avec les pays auxquels la France sert d'intermédiaire.

Les frais de transport intermédiaire entre la France et les Etats-Unis, des correspondances auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article, seront à la charge de celle des deux administrations des postes de France ou des Etats-Unis par laquelle ou du côté de laquelle la taxe sera perçue.

Art. 8.—Les échantillons de marchandises ne seront admis à jouir d'une modération de taxe qu'autant qu'ils n'auront par eux-mêmes aucune valeur marchande, qu'ils seront mis sous bande ou de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature et qu'ils ne porteront d'autre écriture à la main que l'adresse du destinataire, une marque de fabrication ou de marchand, des numéros d'ordre et les prix.

Pour jouir d'une modération de port, les photographies et les imprimés désignés dans articles 5 et 7 devront également être mis sous bandes et ne porter aucune signature, chiffre ou signe quelconque à la main, si ce n'est celle de l'expéditeur, ou la signature de l'envoyeur ou une date.

Les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés qui ne réuniront pas les conditions mentionnées et dessus, ou qui n'auront pas été affranchis jusqu'à la limite fixée, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que les dispositions contenues dans le présent article et dans les articles 5 et 7 précédents n'infirment en aucune manière le droit qu'ont les administrations des postes des deux pays de ne pas effectuer, sur les territoires respectifs, le transport et la distribution des photographies, des lithographies, des gravures et des imprimés à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation, tant en France qu'aux Etats-Unis.

Art. 9.—Les administrations des postes de France et des Etats-Unis s'admettront à destination de l'un des deux pays ou des pays qui emprunteront leur intermédiaire, aucun paquet ou lettre qui contiendrait soit de l'or ou de l'argent monnayé, soit des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible de droits de douane.

Les liquides, les articles qui peuvent détériorer la correspondance, et ceux qui sont prohibés dans le pays de destination, ne seront admis sous aucune forme à l'expédition par la voie de la poste.

Aucun paquet, ayant plus de 60 centimètres, ou deux pieds américains, en longueur, ou de 30 centimètres, ou un pied américain, dans les autres sens, ne pourra être expédié de l'un des deux pays pour l'autre par la voie de la poste.

Art. 10.—Le gouvernement français s'engage à faire transporter, en dépêches closes, soit à travers la France, soit au moyen des services de poste maritime français, les correspondances que l'administration des postes des Etats-Unis voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes françaises ; et réciproquement, le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire transporter en dépêches closes, soit à travers les Etats-Unis, soit au moyen des services de poste maritime américains, les correspondances que l'administration des postes de France voudra échanger avec d'autres pays par l'intermédiaire des postes des Etats-Unis.

L'administration des postes de France paiera à l'administration des postes des Etats-Unis, pour le transport à travers le territoire français, de chaque kilogramme d'échantillons et d'imprimés, pour le transport, à travers le territoire des Etats-Unis, des dépêches closes qui seront échangées par toute autre voie que celle de San Francisco, entre la France et ses colonies ou tous autres lieux où elle a des établissements de poste, ou les pays avec lesquels elle a postalement traité par des conventions postales.

Réciproquement, l'administration des postes des Etats-Unis payera à l'administration des postes de France, pour le transport :

1. La somme de 1 dollar et 20 cents par kilogramme de lettres, et celle de 20 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés pour le transport, à travers le territoire français, des dépêches closes qui seront échangées entre les Etats-Unis et la Belgique, entre les pays avec lesquels le gouvernement de l'Union est actuellement lié par des conventions postales.

Lorsque les dépêches closes provenant ou à destination de France seront transportées entre la frontière française et la frontière belge ou allemande par des paquebots de la ligne hambourgeoise, l'administration des postes de France paiera à l'administration allemande des postes des Etats-Unis, en sus des mentionnés, la somme de 10 fr. par kilogramme de lettres et de cartes postales, et de 5 fr. par kilogramme d'échantillons et d'imprimés par le programme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenues dans ces dépêches.

Réciproquement, lorsque les dépêches closes, provenant ou à destination des Etats-Unis, seront transportées entre la frontière française par des paquebots-poste français, l'administration des postes des Etats-Unis paiera à l'administration des postes de France, en sus des prix de transit territorial français susmentionnés, la somme de 2 dollars par kilogramme de lettres, et la somme de 10 cents par kilogramme d'échantillons et d'imprimés qui seront contenues dans ces dépêches.

Les taxes maritimes dont les deux administrations des postes de France et des Etats-Unis auront à se tenir réciproquement compte, pour les correspondances de toute nature transportées en dépêches closes, par des paquebots-poste qui navigueront entre la France et les Etats-Unis, seront les mêmes que celles applicables aux correspondances qui s'échangeront, moyennant la distribution du pays qui assurera le transport maritime dudites dépêches closes.

Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut, ainsi que celui des feuilles d'avis et autres pièces constatant, l'état de service de l'échange des correspondances transportées en dépêches closes, par l'une des deux administrations, pour le compte de l'autre, ne sera pas compris dans la pesée des lettres, des échantillons ou des imprimés sur laquelle devront être basés les prix de transports territoriaux et maritimes exigibles en vertu du présent article.

Art. 11.—Il sera dressé, tous les trois mois à la diligence de l'administration des postes de France, des comptes particuliers, résumant les faits de la présente convention des correspondances entre les bureaux d'échange respectifs.

Ces comptes, qui seront pour base et pour justification les relevés de réception des envois effectués pendant la période trimestrielle, seront récapitulés dans un compte général d'avoir et de doit, établissant définitivement la transmission des correspondances échangées entre les deux administrations.

Après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, le compte général et définitif mentionné dans l'article précédent sera soldé par l'administration qui aura reconnu redevable envers l'autre, dans le mois qui suivra celui auquel se rapportera.

Les soldes de comptes seront payés, savoir :

1. En traites sur Washington, et en monnaie américaine, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes des Etats-Unis ;

2. En traites sur Paris et en monnaie de France, lorsque le solde sera en faveur de l'administration des postes de France.

Pour l'établissement des comptes et toute autre opération relative à l'exécution de la convention, le dollar sera considéré comme valant 5 fr. 20 c.

Les lettres ordinaires et les objets sous bandes qui auront été primitivement livrés par l'administration des postes de France ou à l'administration des postes des Etats-Unis par d'autres administrations, et qui, par suite du changement de résidence des destinataires, devront être réexpédiés de l'un des deux pays pour l'autre, seront réciproquement livrés, chargés du port exigible, au lieu de la précédente destination.

Art. 12.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés mal adressés ou mal dirigés seront réciproquement renvoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature qui auront été adressés à des destinataires partis pour le pays d'origine de ces objets, y seront respectivement remis chargés de porter qui aurait dû être payé par les destinataires.

Art. 13.—Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les photographies et les imprimés échangés à découvert entre les deux administrations des postes de France et des Etats-Unis, et qui seront tombés en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyés, de manière à leur parvenir à la fin de chaque mois, et plus souvent, si faire se peut.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront rendus pour le prix auquel ils auront été originairement compté par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés, affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, de la même manière.

Art. 14.—L'administration des postes de France et l'administration des postes des Etats-Unis désignera, d'un commun accord, les bureaux par les mains desquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives ; elles règleront la direction des correspondances transmises réciproquement, et la forme des comptes mentionnés dans l'article 11 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente convention.

Il est entendu que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que, d'un commun accord, elles en reconnaîtront la nécess